

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) dans les ZS de Nyangezi (Walungu), Lemera, Ruzizi, et Uvira

Du 11 au 16 mars 2026

Participants : OCHA, FAO, UNFPA, ACTIONAID, PIN, CIAUD CANADA, SOLIFEM, COSAWOH, ACAD, ADAVS, TPO-RDC, AMAZING LIGHT, BUCOP/CEPAC, ADAV, FOCDP, FSH, AEJT, SOFEDI, CAFEUDI, AFPDE, ACOPE, CEDIER, FAPROS, MIDEFEHOPS, NADE, GROUPE MILIMA, SEIG-RDC, UMOJA IN ACTION, HAKI YETU, AFEDEM, CRRDC, ANOVEV EF3, AVREO, ADISCO, AHGRE, GADDE, POPOLI FRATELLI, AFEMA

ZS Nyangezi (AS Kamanyola, Kashenyi, et Kambara), ZS Lemera (AS Katogota, Luvungi1 et2, Mirungu, Bwegera), ZS Uvira (AS Kigongo, Kabimba, et toute la ville d'Uvira).

Contexte

Description de la crise

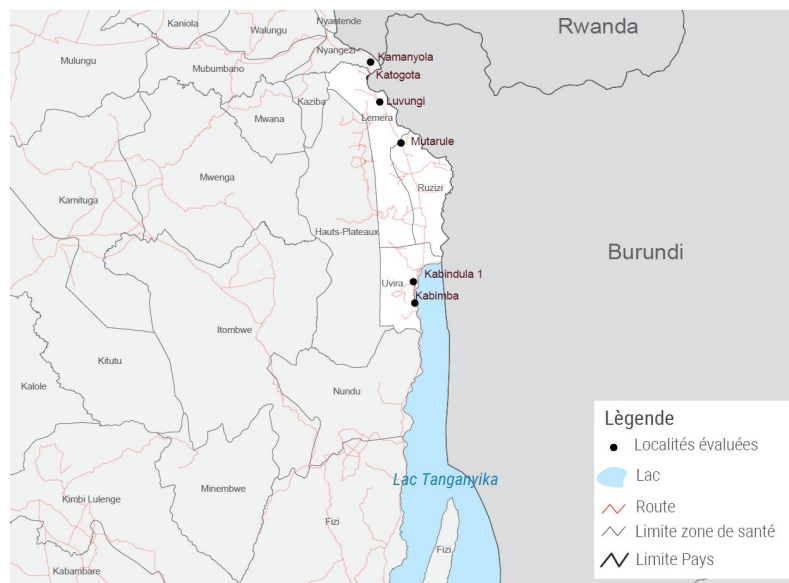
L'évaluation rapide multisectorielle conduite du 11 au 16 mars 2026 sous la coordination de OCHA dans les aires de santé de Nyangezi, Lemera, Ruzizi et Uvira, incluant les localités de Katogota, Luvungi, Bwegera, Luberizi, Mutarule, Sange et Runingu, révèle une crise humanitaire persistante alimentée par une mobilité continue des populations. Au total, 14 621 ménages déplacés, 60 236 ménages retournés et 958 ménages réfugiés, représentant plus de 606 000 personnes affectées, exercent une pression croissante sur les services essentiels et les communautés hôtes.

Les scores de vulnérabilité montrent une sévérité très élevée en sécurité alimentaire (FCS 47 % en niveau 5, rCSI 56 % en 5, disponibilité alimentaire 43 % en 5), en WASH (hygiène des mains 83 % en 5 ; accès/quantité d'eau jusqu'à 21 % en 5), en nutrition (MAG enfants <5 ans : 17 % en 5 et 35 % en 3) ainsi qu'en protection, où les incidents liés aux REG atteignent 61 % en sévérité 5. Les personnes handicapées représentent 23 % en niveau 5, indiquant une prévalence notable de besoins spécifiques. Les secteurs abris, santé et AME affichent des sévérités modérées à élevées (scores majoritairement 2-4), avec une promiscuité critique (56 %) et des structures sanitaires partiellement non fonctionnelles.

Les problématiques transversales aggravent cette vulnérabilité : plusieurs écoles et formations sanitaires sont occupées ou endommagées, limitant l'accès à l'éducation et aux soins. Bien que 71 % des écoles soient reportées comme disponibles, 32 % des ménages n'ont aucun enfant scolarisé, principalement pour des raisons de sécurité, coût, mobilité et occupation des infrastructures éducatives par les déplacés.

Les risques REG restent particulièrement élevés, notamment lors de la collecte d'eau, des déplacements vers les marchés ou des trajets scolaires non sécurisés. Les populations affectées expriment une préférence claire pour des interventions localisées, proches des villages hôtes, limitant l'exposition aux risques, ainsi que pour des mécanismes AAP renforcés, incluant : communication transparente, feedback accessible, et prise en compte accrue des préoccupations liées à la sécurité et à la dignité.

Les localités les plus critiques et les moins couvertes par l'aide humanitaire sont Luvungi, Bwegera, Luberizi, Mutarule, Sange, Runingu et Katogota, combinant un accès humanitaire limité, une forte concentration de déplacés, des infrastructures sociales non opérationnelles et des incidents REG rapportés à un niveau élevé



Source des résultats : ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte	6342, 6341, 6267, 6247	6342, 6341, 6267, 6247
Autres codes d'alerte		
Date de début de crise	3/1/2026	3/13/2026
Date de fin de crise	3/1/2026	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	85705	2971
Taille moyenne ménages	1253.0	-

Accès physique	Moto
Accès sécuritaire	Non
Présence de la MONUSCO	Non
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor
Couverture tél.	0% (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
 RDS: Revue de données secondaires
 GDC: Groupe de discussion communautaire
 OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Au moment des entretiens en groupes de discussion, les participants ont cité certaines des conséquences de la crise, notamment les difficultés d'accès à la nourriture, les déplacements brusques des ménages, les meurtres, mutilations ou coups et blessures, le harcèlement ou la divulgation de renseignements, les violences sexuelles, les enlèvements ou tentatives d'enlèvement, ainsi que les mariages forcés ou précoces.

L'accès aux articles ménagers essentiels est difficile (les déplacés se partagent les AME disponibles avec les communautés hôtes), car la plupart de leurs biens ont été perdus, pillés ou abandonnés lors des affrontements.

Il a également été déploré un accès difficile aux soins de santé en raison du manque de médicaments. Les soins sont coûteux, et les familles d'accueil ainsi que les déplacés manquent de moyens financiers pour y recourir.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	17%	15%
6-17 ans	20%	22%
7 mois-5 ans	9%	10%
0-6 mois	3%	3%
Total	50%	50%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	64%
Nutrition	7%
Abris	2%
Articles ménagers essentiels (AME)	7%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	2%
Santé	4%
Education	3%
Nourriture	23%
Moyens de subsistance	2%
Protection	1%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	6%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	14621				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	18%	8%	31%	-	43%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	27%	-	27%	-	47%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	31%	-	-	56%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	74%	-	-	-	26%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	48%	-	35%	-	17%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	25%	-	69%	-	6%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	9%	59%	29%	1%	0%
	Promiscuité dans les abris	56%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	6%	30%	38%	26%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	28%	3%	25%	21%	21%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	5%	-	13%	-	83%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	33%	34%	20%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	58%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	67%	-	-	Q177+O169-	32%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	77%	-	-	-	23%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	32%	-	-	-	61%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	71%	-	16%	-	12%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	32%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La sécurité demeure volatile dans les zones de provenance, où des violences persistantes et des affrontements récurrents entre forces armées et groupes non étatiques continuent d'être signalés. Cette instabilité pourrait s'intensifier, notamment dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira et des localités environnantes, en lien avec la concentration d'acteurs armés dans certaines zones et le risque d'extension des hostilités. Dans ce contexte, les perspectives de retour durable des ménages déplacés restent fortement compromises. Par ailleurs, la poursuite ou la reprise des affrontements pourrait entraîner de nouveaux déplacements vers les zones d'accueil. En outre, la cohabitation entre communautés hôtes et populations déplacées demeure fragile.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre

(% de ménages)
71%
43%
5%
62%
15%
1%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)³
Fréquence max. possible: 124

0
84
24
25
27
20
34
65
23
15
2
0
42
3
0
0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La méthodologie utilisée repose sur la collecte mobile à travers la boîte à outils ERM révisée, développée par OCHA et REACH pour la communauté humanitaire en RDC. Cette approche comprend trois instruments : les entretiens avec informateurs clés (IC), les enquêtes auprès des ménages (EM) et les groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM ont été encodés sur Kobo Collect et administrés à l'aide de tablettes, tandis que le questionnaire GDC a été administré en version papier. L'évaluation s'appuie sur un échantillon de 280 ménages répartis dans 33 aires de santé, dans les trois 4 zones de santé (Nyangezi, Lemera, Ruzizi, et Uvira). En parallèle, 34 groupes de discussion communautaires ont été organisés (un par village), réunissant au total 278 participants. Enfin, 52 personnes ressources, dont 37 hommes et 15 femmes, ont été consultées en tant qu'informateurs clés.

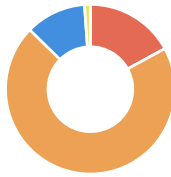
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	e déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	3/10/2025	3/12/2026	
Date de fin de l'enquête	3/14/2026	3/16/2026	
Organisation			
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
Kashenyi	6140	18		
Katogota	1743	26		
Kambara	5851	21		
Luberizi	3124	24		
Kalundu Catholique	2731	9		
Kalundu Etat	3108	8		
Kalundu CEPAC	3338	5		
Kimanga	2819	15		
Tanganyika	3729	8		
Mitumba	4106	5		
Mulongwe	3960	17		
Kigongo	1489	3		
Kabimba	2402	3		
Mutarule	1748	18		
Mirungu	1915	16		
Bwegera	1408	12		
SOS Kala	2013	4		
Kasenga Etat	5697	19		
Kavimvira	3769	3		
Luvungi 1	4495	1		
Kilomoni	2696	6		
Kasenga CEPAC	6006	3		
Kabindula	4279	6		
Runingu	2110	14		
Kamanyola	2587	10		
Luvungi 2	2442	7		
Total	-	85705	281	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	17%	13%	
■ Retournés	70%	34%	
■ Communauté hôte / autochtones	12%	50%	
■ Réfugiés	1%	2%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	1%	

Analyse des mouvements de population

Les résultats de cette mission confirment la présence d'au moins 14 621 ménages déplacés, soit 116 968 personnes (sur la base d'une taille moyenne de 8 personnes par ménage). Par ailleurs, 60 236 ménages, représentant environ 481 888 personnes, sont déjà retournés dans leurs localités d'origine. Les villages évalués ont également d'accueilli environ 958 ménages de réfugiés, soit 7 664 personnes, dont une proportion significative est de nationalité burundaise.

Le nombre élevé de retournés (plus de 60 000 ménages) indique une dynamique de retour significative, mais probablement précaire et non durable, dans un contexte où les conditions sécuritaires et socio-économiques restent fragiles. Ces populations retournées sont susceptibles de faire face à des défis majeurs, notamment la destruction des habitations, la perte des moyens de subsistance et un accès limité aux services de base.

La présence de ménages réfugiés, en particulier de nationalité burundaise, accentue davantage la pression sur les ressources locales et les services sociaux, augmentant les risques de tensions avec les communautés hôtes. Par ailleurs, la persistance de l'insécurité dans les zones de provenance constitue un facteur limitant majeur pour des retours sûrs, volontaires et dignes. Bien que des accalmies localisées offrent des opportunités ponctuelles, elles restent fragiles et réversibles, exposant les populations à des risques de déplacements répétés.

Dans l'ensemble, cette situation reflète une crise de déplacement prolongée et complexe, nécessitant une réponse humanitaire intégrée, flexible et sensible aux dynamiques de mobilité, afin de répondre simultanément aux besoins des déplacés, des retournés et des communautés hôtes.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	14621	386
Retournés	60236	1017
Communauté hôte / autochtones	9890	1500
Réfugiés	958	45
Rapatriés / expulsés	0	23

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

85705 2971

Taille moyenne des ménages (EM)

1253.0 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

88% 98% #REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

(Réponse IC majoritaire)
32% quelques-uns (moins de la r

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

27463 -
#REF!
#REF!

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	3	29%	4	10%	7	17%
	115-125 mm	5	34%	4	18%	9	24%
	>125 mm	3	36%	5	73%	8	59%
	MAG	8	64%	8	27%	16	41%
Filles de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%	
	<115 mm	7	35%	3	3%	10	17%
	115-125 mm	10	54%	10	30%	20	41%
	>125 mm	0	11%	9	66%	9	42%
MAG	17	89%	13	34%	30	58%	
Enfants de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%	
	<115 mm	10	33%	7	6%	17	17%
	115-125 mm	15	47%	14	25%	29	35%
	>125 mm	3	20%	14	63%	17	48%
MAG	25	80%	21	31%	46	52%	
Femmes enceintes et allaitantes	n	%					
	<185 mm	2	6%				
	185-230 mm	21	69%				
	>230 mm	4	25%				
MAG	23	75%					

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total	
	n	n	n	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	19	47	
	115-125 mm	33	87	
	MAG	52	134	
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	19	57	
	115-125 mm	36	113	
	MAG	55	169	
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	38	0	
	115-125 mm	69	200	
	MAG	107	304	
Femmes enceintes et allaitantes	n			
	<185 mm	69		
	185-230 mm	88		
MAG	157			

Analyse Nutrition

Les données indiquent que les enfants de moins de 5 ans (17 %) et les femmes enceintes et allaitantes (6 %) sont les plus touchés par la malnutrition aiguë. En l'absence d'une réponse rapide, le risque d'aggravation vers des formes sévères reste élevé pour ces groupes déjà vulnérables. Les discussions communautaires révèlent une détérioration progressive de la situation alimentaire. Les ménages déplacés n'ont plus accès à leurs champs et ont abandonné leurs stocks lors de leur fuite, sans possibilité de retour en raison de l'insécurité. De leur côté, les retournés n'ont retrouvé ni biens ni moyens de subsistance. Par ailleurs, les ménages d'accueil font face à une pression croissante et craignent une pénurie alimentaire, alors que l'insécurité limite l'accès aux terres agricoles et entrave les activités de subsistance.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		81	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	27%	35	
Agriculture de subsistance	40%	60	
Agriculture de rente	1%	12	
Activités de pêche	0%	24	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	27	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	54	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	3%	3	
Aucune	8%	0	
Autre	0%	2	
Ne sait pas	1%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	50%	-	
Non	49%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	76%	-	
Non	23%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	31%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	33%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	1%	-	
Autre	1%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	68%	72	
Non	31%	9	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	3	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	53	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	24	
Ne sait pas	-	1	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	40%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	13%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	19%	-	
Marché	14%	-	
Travail pour de la nourriture	29%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	6%	-	
Petit commerce	16%	-	
Vente de braises/charbon, etc	5%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	4%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	3%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	2%	-	
Autre	2%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	43%	-	5
1-2 semaines	31%	-	3
3-4 semaines	8%	-	1
Plus de 4 semaines	18%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	27%	-	1
Limite (>28)	27%	-	3
Pauvre (≤28)	47%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	2%	-	1
Sous pression (<19)	31%	-	3
Crise / urgence (≥19)	67%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Dans un contexte marqué par une insécurité croissante et une incertitude persistante, l'accès des populations aux terres agricoles reste fortement limité, rendant les champs largement improductifs. Cette situation, liée notamment à l'abandon des terres, à la dégradation des sols, à l'utilisation de semences de faible qualité et aux maladies des cultures, engendre des besoins importants en assistance en sécurité alimentaire.

Les données indiquent que 74 % des ménages présentent un score de consommation alimentaire pauvre ou limite. La majorité des ménages adopte des stratégies de survie négatives, telles que la consommation d'aliments moins préférés, la réduction des repas et des portions, ainsi que la priorisation de l'alimentation des enfants au détriment des adultes.

Selon les informations issues des discussions communautaires, les terres dans les zones de provenance restent abandonnées et inexploitées en raison de l'insécurité persistante, tandis que les stocks alimentaires ont été largement pillés lors des déplacements. Cette situation affecte gravement les moyens de subsistance des ménages, majoritairement dépendants de l'agriculture.

Bien que l'accès aux marchés demeure fonctionnel, l'absence de stocks alimentaires, combinée à des ressources financières limitées, accentue leur vulnérabilité et le risque d'insécurité alimentaire aiguë.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		80	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	41%	-	
En famille d'accueil	15%	-	
Dans un site spontané	1%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	1%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	30%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	11%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	12%	15	
Maison (construction non-durable délabrée)	76%	72	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	10%	22	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	10	
Ecole transformée en centre collectif	-	4	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	2	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	56%	-	Sévérité 3
Non	43%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	7%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	33%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	23%		
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	3%		2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	8%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	12%		3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	6%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	3%		4
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	1%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	1%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	1%		
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		
			5

Analyse Abris

76 % des ménages enquêtés vit dans des habitations de type maison, majoritairement constituées de constructions non durables et souvent délabrées. Ces constats sont corroborés par les discussions de groupe, au cours desquelles les participants ont souligné que la plupart des ménages résident dans des abris précaires, fréquemment en situation d'urgence. En termes de statut d'occupation, une partie des ménages est propriétaire de son logement, tandis qu'un nombre important est hébergé par des familles d'accueil, et d'autres vivent en location sur des parcelles louées. S'agissant des conditions d'habitat, la majorité des ménages occupe des logements non durables, y compris au sein des familles d'accueil. Cette situation s'accompagne d'une forte promiscuité, avec de nombreux ménages vivant dans des conditions particulièrement difficiles.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	16%	-	
Non	82%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	6%	-	2
2 – 2.9	30%	-	3
3 – 3.9	38%	-	4
4 – 5	26%	-	5

Analyse AME

Les résultats de l'évaluation indiquent que 94 % des ménages présentent un score CARD compris entre 2 et 5, traduisant des besoins urgents en articles ménagers essentiels. Par ailleurs, 82 % des femmes et filles en âge de procréer n'ont pas accès aux kits d'hygiène menstruelle, principalement en raison de leur indisponibilité. Le niveau de vulnérabilité reste très élevé, avec une insuffisance critique en articles de base. De nombreux ménages dorment à même le sol ou utilisent des matériaux de fortune, tandis que d'autres recourent à des tissus usés comme couvertures. Le manque de récipients pour l'eau accroît également les risques de maladies hydriques. Dans ce contexte, une assistance rapide en AME (nattes, couvertures, ustensiles de cuisine, bidons, vêtements) ainsi qu'en kits d'hygiène féminine est essentielle pour réduire la vulnérabilité des ménages déplacés, améliorer leurs conditions de vie et limiter les risques sanitaires liés au manque d'hygiène.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		134	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinetts privés	-	194	
Robinetts public / bornes fontaines	-	68	
Puits à pompe / forage	-	78	
Puits creusé aménagé	-	71	
Source naturelle aménagée	-	69	
Source naturelle non-aménagée	-	78	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	961	
Camion-citerne	-	88	
Charrette avec petite citerne	-	88	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	237	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	196	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	45%	-	1
Source non-améliorée	31%	-	3
Eau de surface	21%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	58%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	84%	-	
De 31 minutes à 2 heures	16%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	32%	15	
Les points d'eau sont trop éloignés	19%	18	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	13%	23	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	8%	11	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	3%	12	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	21%	46	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	11%	45	
L'eau est trop chère	18%	35	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	24%	45	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	11%	35	
Autre	0%	6	
Ne sait pas	1%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		134	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	23%	-	
Les hommes adultes	12%	-	
Les femmes adultes	63%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	35%	-	
Les filles de moins de 18 ans	51%	-	
Ne sait pas	4%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	28%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	3%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	4%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	25%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	1%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	21%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	21%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	5%	-	1
Oui, eau seulement	13%	-	3
Non	83%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	50%	-	
Non	50%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	1%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	70	
Eau stagnante	-	97	
Déchets solides domestiques	-	88	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	21	
Rongeurs / rats	-	17	
Aucun	-	5	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		134	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	33%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	34%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	20%	-	5

Analyse EHA


En ce qui concerne l'approvisionnement de la population en eau, la majorité de la communauté déclare s'approvisionner à partir de sources d'eau améliorées, tandis qu'une partie recourt à des sources non améliorées ou à des eaux de surface, tant pour la boisson que pour d'autres usages.

52% de ménages rapportent une insuffisance de la quantité d'eau disponible, notamment pour la boisson, la cuisine, l'hygiène personnelle et d'autres usages domestiques. Parmi les principales contraintes d'accès, les ménages mentionnent en priorité le manque de récipients pour le stockage de l'eau. 83% des ménages ne disposent pas de dispositifs de lavage des mains fonctionnels, et lorsqu'ils existent, ils sont souvent dépourvus de savon. Par ailleurs, une part importante des ménages utilise des installations sanitaires non améliorées, tandis que certains n'ont pas accès à des latrines et pratiquent la défécation à l'air libre. La promiscuité dans l'utilisation des latrines est également élevée, et très peu d'entre elles sont séparées par sexe (50%). Selon les participants aux groupes de discussion, des problèmes d'assainissement sont largement observés dans les localités, notamment la présence de matières fécales (70%), d'eaux stagnantes (97%), de rongeurs et de déchets en décomposition, y compris des animaux morts.

Ces conditions entraînent des conséquences sanitaires préoccupantes, notamment une forte prévalence de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			134
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		82%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		3%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		11%	-
Autre		3%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		83%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		11%	-
Autre		3%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		84%	-
Entre 1 heure et 2 heures		11%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		2%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		3%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille	-	0	
A la maison avec sage-femme	-	5	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de santé / d'accueil	-	125	
Autre	-	4	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		134	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	4	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	20	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	10	
Manque de médicaments	-	81	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	124	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	6	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	3	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	8	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	4	
Autre	-	3	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	58%	-	3
Fièvre	77%	-	
Toux	45%	-	
<i>Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</i>			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	45%	-	
Non	30%	-	
Ne sait pas	0%	-	
			
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)	IC		
	Cas suspects	Cas confirmés	
Paludisme	303	573	
Infection Respiratoire Aigue	162	132	
Diarrhées aiguës	170	169	
Typhoïde	0	162	
Malnutrition aigue globale	239	232	
Rougeole	111	68	
Choléra	31	30	
Fièvre jaune	291	200	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	44	
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)	Non, manque modéré		
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)	Non, manque modéré		
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)	Oui, un peu		

Analyse Santé

La situation sanitaire des personnes déplacées demeure très préoccupante. Les conditions de vie, caractérisées par un accès limité à l'eau potable, une insuffisance d'infrastructures sanitaires et une forte promiscuité au sein des familles d'accueil, favorisent la propagation des maladies transmissibles, en particulier celles d'origine hydrique. Outre les épidémies déjà signalées de choléra, de rougeole et de Monkey Pox, les pathologies les plus courantes restent le paludisme, les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires aiguës. Bien que les structures de santé soient relativement accessibles, de nombreux ménages éprouvent des difficultés à recourir aux soins en raison du coût élevé des services, de la disponibilité limitée des médicaments et des contraintes sécuritaires, notamment pour les femmes et les filles.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		108	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	32%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	102	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	23%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	48	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	24	-	
Nombre total de personnes âgées	5	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	3	5	12	7
Meurtre	29	18	16	15
Mutilations / coups et blessures	16	12	4	6
Violences intercommunautaires	22	9	20	5
Violences sexuelles	38	78	10	80
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	27	13	20	12
Blessés / morts dus aux mines	14	7	5	0
Mariage forcé / précoce	17	12	14	18
Violences conjugales	4	22	3	11
Séparation des familles	25	35	21	39
Pillage / vol / cambriolage	25	16	10	6
Pillage du bétail	9	6	5	5
Arrestations arbitraires	29	7	23	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	6	1	3
Recrutements / enrôlements forcés	17	5	46	2
Démobilisation d'acteurs armés	1	1	3	0
Travaux forcés	7	2	13	9
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	17%	-
Déni d'accès à des services	5%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	5%	-
Mariage forcé	4%	-
Travail forcé	4%	-
Pas de cas dans le ménage	69%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	6%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	13%	-
Déni d'accès à des services	5%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	3%	-
Mariage forcé	6%	-
Travail forcé	4%	-
Pas de cas dans le ménage	69%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	7%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		108	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	44%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	21%	-	
Viol	25%	-	
Agression sexuelle	17%	-	
Violence physique ou harcèlement	15%	-	
Mariage forcé	7%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	6%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Oui	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	5	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	37	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	51	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	4	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	4	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	4	
Ne se prononce pas	-	4	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	40	
Accaparement des terres	-	11	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	20	
Accès à la terre pour les PDI	-	22	
Augmentation du coût du loyer	-	27	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	21	
Destruction des cultures ou des animaux	-	17	
Destruction des étangs piscicoles	-	2	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	2	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	9	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	2	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	10	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	11	
Problèmes de limites	-	3	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	2	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	1	
Ne sait pas	-	3	
Autre	-	0	

Analyse Protection

Selon les résultats des enquêtes ménages, les incidents de protection sont peu rapportés formellement, en raison de la crainte de représailles dans un contexte fortement militarisé, où les présumés auteurs sont souvent des porteurs d'armes et où l'impunité demeure préoccupante. Néanmoins, de nombreux répondants font état de cas de violences physiques et de harcèlement, de travail forcé ainsi que de restrictions d'accès à certains services. Des cas de mariages forcés et de recrutement par des groupes armés ou des forces armées, y compris d'enfants, sont également signalés. Par ailleurs, certains ménages indiquent la présence de personnes en situation de handicap (PSH), renforçant les besoins spécifiques en matière de protection et d'assistance. Selon les informateurs clés, les communautés hôtes restent disposées à soutenir les ménages déplacés, mais leurs capacités demeurent limitées dans le temps. Les personnes déplacées sont également souvent contraintes d'accepter des travaux journaliers faiblement rémunérés. Enfin, des mécanismes communautaires de médiation des conflits existent et sont reconnus localement, bien que leur efficacité puisse être mise à l'épreuve par le contexte actuel.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		88	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
Oui			
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	71%	-	1
Plus de 1 heure	16%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	12%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	4%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	68	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	2	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	29%	-	
Filles (Primaire)	30%	-	
Garçons (Secondaire)	35%	-	
Filles (Secondaire)	35%	-	
Total	32%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	68%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	15%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	6%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	1%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	3%	-	
Ne se prononce pas	5%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	24	24
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	10	12
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	2	3
Elles / Ils doivent travailler à la maison	8	4
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	12	14
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	2	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	3	3
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	2	1
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	4	4
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	2	4
Ne sait pas	2	2
Ne se prononce pas	0	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
24	24
10	12
2	3
8	4
12	14
2	0
0	-
0	-
3	3
2	1
4	4
0	0
0	0
0	0
2	4
2	2
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	63%
Avant la crise	-	88%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	60%
Avant la crise	-	85%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	26.28571429
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	38

Analyse Education

Quelques établissements restent accessibles à moins d'une heure de marche, tandis que d'autres nécessitent plus d'une heure de trajet. En raison de la situation sécuritaire volatile dans la zone, considérée comme une ligne de front entre belligérants, les activités scolaires ont été interrompues. Les déplacements de population et la perte de fournitures scolaires lors des affrontements dans les zones d'origine ont également contribué à cette situation. À ce jour, certaines écoles n'ont pas encore repris leurs activités, et de nombreux enfants restent sans accès à l'éducation.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		124	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	64%	-	
Nutrition	7%	10	
Abris	2%	49	
AME	7%	6	
EHA	2%	6	
Santé	4%	7	
Education	3%	0	
Nourriture	23%	49	
Moyens de subsistance	2%	6	
Protection (y compris la sécurité)	1%	5	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	6%	7	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	84	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	24	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	25	
Abris	-	27	
AME	-	20	
EHA	-	34	
Santé	-	65	
Education	-	23	
Protection (y compris la sécurité)	-	15	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	2	
Communication	-	0	
Cash	-	42	
Autre	-	3	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	71%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	43%	-	
Vouchers / foires	5%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	62%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	15%	-	
Autre	1%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	2%	-
Où recevoir l'assistance	56%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	56%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	10%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	25%	-
Comment donner son feedback	10%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	12%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	4%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	6%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	24%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	69%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	15%	-
SMS	14%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	3%	-
Evenements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	13%	-
Au travers des leaders communautaires	16%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	3%	-
Organisations / comités de femmes	3%	-
Autorités locales gouvernementales	4%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	20%	-
Boite à plaintes	49%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	49%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	7%	-
SMS	10%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	4%	-
Crieurs publics avec mégaphones	1%	-
Au travers des leaders communautaires	9%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	3%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	3%	-

Analyse AAP

Au total, 64 % ont affirmé n'avoir jamais bénéficié d'aucune assistance humanitaire depuis leur arrivée dans la zone d'accueil ou de retour. Si jamais une assistance humanitaire serait envisageable pour cette population, les modalités de distribution préférées par les déplacés sont, l'assistance en cash physique (71%), cash par transfert (71%) et l'assistance en nature (62%). Les communautés ont comme besoin en information : où et comment s'enregistrer pour recevoir l'assistance (59 %), qui peut accéder à l'assistance (56%). Les moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire sont le face-à-face avec un travailleur humanitaire (69%).

Conclusions générales et commentaires

Au regard des résultats de cette évaluation, l'axe Kamanyola - Uvira et Uvira - Makobola, présente une crise humanitaire aiguë et multidimensionnelle, marquée par une détérioration simultanée des conditions de vie, de la sécurité alimentaire, de l'accès aux services de base et de la protection des populations.

Les déplacements massifs, combinés à l'insécurité persistante, ont profondément fragilisé les moyens de subsistance et limité l'accès aux terres agricoles, entraînant une insécurité alimentaire préoccupante et un risque accru de malnutrition, en particulier chez les enfants et les femmes. Les conditions d'hébergement précaires, caractérisées par la promiscuité et le manque d'articles essentiels, aggravent les risques sanitaires, déjà accentués par un accès insuffisant à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé.

Par ailleurs, les contraintes d'accès humanitaire et la faiblesse des mécanismes de protection exposent davantage les populations à des violations graves, dans un contexte de forte militarisation et d'impunité. La pression croissante sur les communautés hôtes, dont les capacités d'accueil s'amenuisent, constitue également un facteur de risque pour la cohésion sociale. Enfin, l'interruption prolongée des services essentiels, notamment l'éducation, compromet les perspectives à moyen et long terme, en particulier pour les enfants.

Dans ce contexte, une réponse humanitaire urgente, coordonnée et multisectorielle est indispensable, combinant assistance immédiate et actions visant à renforcer la résilience des communautés, tout en garantissant un accès sécurisé et durable aux populations affectées.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seaux. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)